

Le 25 novembre 2020 : Brisons le silence !

Vous n'aurez plus le confort de nos silences

25 novembre 2020

**JOURNÉE INTERNATIONALE
CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES
ET AUX MINORITÉS DE GENRE**

#25novMTPbrisonslesilence

mobilisation en inter-asso-orga

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec les violences sexistes et sexuelles et avec les féminicides le mercredi 25 novembre :

- à occuper visuellement la rue en déposant vos pancartes, affiches slogans créations féministes sur et devant les grilles du Peyrou
- à les photographier et les diffuser sur les réseaux sociaux avec le #25novMTPbrisonslesilence
- à accrocher un tissu violet à vos fenêtres, balcons, poussettes, sacs ...
- à se rassembler pour un point presse devant les jardins du Peyrou, place Royale à 13h pour dénoncer l'impunité des auteurs de violences , la culture du viol, les violences obstétricales et gynécologiques, le harcèlement sexuel au travail, à l'université.

Chaque jour, en France, des femmes victimes de violences psychologiques, verbales, économiques, obstétricales, gynécologiques, physiques ou sexuelles. Une femme meurt tous les 2 jours assassinée par son compagnon ou son ex- compagnon, 30% des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel au travail. 4 millions de personnes en France ont été victimes d'inceste. En moyenne, le nombre de femmes qui au cours d'une année sont victimes de viols et/ou de tentatives de viol est estimé à 94 000. Les injures transphobes (+43 %), biphobes (+38 %) et lesbophobes (+43%) ont augmenté en France en 2019 (rapport LGBTIphobies 2020 - SOS homophobie). Qu'elles aient lieu à la maison, au travail ou dans la rue, les violences ne sont pas une fatalité. Jamais.

Nos mobilisations de ces dernières années, en France et partout dans le monde ont réussi à sortir les violences sexistes et sexuelles de l'ombre, à mettre enfin sur le devant de la scène la parole des femmes. Pourtant, pouvoirs publics et employeurs se limitent à des engagements sans lendemain, prétextant la crise économique et sanitaire pour renvoyer la question des violences sexistes et sexuelles à plus tard. Le président de la République nomme un ministre de l'Intérieur mis en cause pour viol et tourne le dos à sa soi-disant grande cause nationale.

Le mercredi 25 novembre 2020 :

Nous rappellerons que c'est notre droit fondamental de vivre et de travailler à l'abri des violences. Les femmes, aujourd'hui victimes de violences, peuvent être protégé.e.s. Les auteurs de violences doivent être sanctionnés.

Nous ferons entendre nos voix dans chaque famille, entreprise, administration, quartier, école, hôpital, cabinet médical et association. Dans tous les espaces de vie, la question des violences doit être posée. Et traitée.

Nous porterons la voix de toutes celles qui, parmi nous, cumulent les violences en raison de leur situation de handicap, de vulnérabilité, de leur âge, de leur origine sociale, de leur statut de migrantes, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou parce qu'elles sont racisées.

Nous porterons la voix de celles qui ne peuvent plus parler. Celles qui ont été assassinées parce qu'elles étaient des femmes. Nous n'arrivons plus à compter les cas où les

féminicides auraient pu être évités. Nous proclamerons notre colère de voir que les pouvoirs publics leur ont tourné le dos, classant leurs plaintes, refusant d'entendre leurs appels à l'aide.

Nous rappellerons que notre mobilisation a permis de gagner en 2019 une convention de l'Organisation Internationale du Travail, **première loi mondiale contre les violences et le harcèlement.** Nous exigerons que le Medef cesse de bloquer la mise en œuvre de cette convention et que le gouvernement français l'applique et la ratifie en créant de nouveaux droits pour protéger le droit au travail des femmes.

Nous dénoncerons la nomination d'un ministre de l'Intérieur mis en examen pour viol. Nous exigerons un milliard d'euros pour financer des politiques publiques qui touchent l'ensemble de la population et pour former l'ensemble des professionnel.le.s. **La société s'est mise en mouvement contre les violences. Il manque aujourd'hui la volonté politique.**

Premiers signataires : Ensemble 34 - FSU 34 – NPA 34 - Planning Familial 34 – SCUM - Solidaires 34 - SOS homophobie LR – Sud éducation 34 - Union Communiste Libertaire - UD CGT 34 - Women's March

<https://www.facebook.com/events/4892486960791693>